GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE :

18 fr. pour trois mois;
36 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ON S'ABONNE A PARIS, 1
RUE DE HARLAY-DU-PALAIS, N° 2,
Au coin du quai de l'Horloge.
(Les lettres et paquets doivent être affranchis)

JUSTICE CIVILE

COUR ROYALE DE PARIS (3^e chambre).

(Présidence de M. Simonneau.)

Audience du 21 août.

FEMME INTERDITE. — SUBROGÉ-TUTEUR. — DEMANDE EN SÉPARATION DE CORPS. — RECEVABILITÉ. — AVIS DE PARENS. — RÉGULARITÉ.

- 1^o Le subrogé-tuteur d'une femme interdite a-t-il qualité pour former une demande en séparation de corps contre le mari tuteur? (Oui.)
2^o A-t-il besoin de s'y faire autoriser par le conseil de famille? (Non.)
3^o Une délibération de conseil de famille est-elle, au surplus, régulière, lorsqu'elle contient une déclaration d'avis unanime sur l'objet en délibération, sans qu'il soit nécessaire d'y énoncer que le juge de paix qui l'a présidée y a pris part et a émis son vote? (Oui.)

Les deux premières questions ont déjà été décidées dans ce sens par un arrêt de la Cour royale de Colmar du 16 février 1832. (Sirey 1832, vol. 32, 2^e p., p. 612.)

Le jugement du Tribunal de Meaux, dont était appel, les avait aussi jugées dans le même sens par les motifs qui suivent :

« En ce qui touche les fins de non recevoir du sieur Lefèvre (le mari défendeur à la demande en séparation de corps formée par le sieur Leduc, père et subrogé tuteur de la femme Lefèvre, interdite pour cause de démence) :

« Attendu que la demoiselle Leduc, femme Lefèvre, est en état d'interdiction, et par conséquent dans l'impossibilité légale d'interdire une action en justice; qu'il suit de là que toutes les actions intéressant sa personne ou ses biens peuvent et doivent même être exercées par son tuteur et, en cas d'opposition d'intérêt, par son subrogé tuteur, aux termes de l'article 420 du Code civil;

« Attendu que d'après l'article 450 du même Code, le tuteur doit prendre soin de la personne du mineur, que l'interdit est, en tous points, assimilé au mineur;

« Attendu que l'action en séparation de corps intéresse essentiellement la personne et qu'aucune disposition législative ne refuse au tuteur de l'interdit le droit de l'exercer; qu'aucun article du Code n'exige pour le cas dont s'agit l'avis préalable du conseil de famille, et que toute les fois que le législateur a voulu que ce conseil fût consulté, il l'a indiqué;

« Attendu que si la séparation de corps entraîne nécessairement la séparation de biens, et peut avoir ultérieurement pour conséquence une demande en partage, ce n'est que lorsque cette circonstance se réalisera que l'autorisation du conseil de famille sera nécessaire;

« Attendu qu'on ne peut par analogie et par induction de l'article 464 du Code civil, tirer des fins de non-recevoir pour des cas autres que ceux prévus positivement par le législateur;

« Attendu d'ailleurs qu'aucune circonstance de la cause n'établit qu'il y ait eu réconciliation entre les époux, etc., etc. »

Devant la Cour, le sieur Leduc représentait une délibération du conseil de famille de sa fille qui, à l'unanimité de ses membres, l'avait autorisé, autant que besoin, à former la demande en séparation de corps.

Le débat s'était établi entre les défenseurs des parties sur la régularité de cette délibération. M^e Fontaine, avocat du sieur Lefèvre, après avoir rappelé la première fin de non-recevoir, s'est surtout efforcé de prouver que l'autorisation du conseil de famille, obtenue après le jugement, ne pouvait pas couvrir l'irrégularité primordiale de la demande. Il a soutenu que la délibération du conseil de famille était nulle, parce qu'il n'était pas exprimé que M. le juge de paix, qui avait présidé le conseil, eût pris part au vote, et à l'appui de cette opinion il a cité deux arrêts des Cours de Metz (23 ventose an XIII) et de Bordeaux (21 juillet 1808).

Réputant ainsi pour non avenue la délibération, M^e Fontaine insistait sur le défaut d'autorisation du conseil de famille. « Le tuteur, a-t-il dit, ne peut faire seul que les actes de pure administration pendant quinze jours. »

La femme Enne a été arrêtée.

— MARSEILLE, 3 septembre. — Une affreuse catastrophe a signalé la soirée d'avant-hier. Un sergent de grenadiers du 20^e léger a tué d'un coup de fusil, tiré presque à bout portant, le sergent-major de sa compagnie. Cette horrible scène s'est passée dans la caserne de l'ancien Poids de la Farine, place de Rome. On dit que le sergent qui s'est rendu coupable de ce crime a voulu se venger d'une punition qui lui avait été infligée par le sergent-major. Ce malheureux sous-officier n'a pas survécu une minute au coup de feu qui l'a traversé de part en part. Le meurtrier a été arrêté sur-le-champ. On nous assure qu'il a 22 ans de service et 18 ans de grade. Sa victime était également un vieux soldat comptant plus de 20 années de service et jouissant de l'estime de tous ses chefs.

— PÉRIQUEUX, 4 septembre. — Un cheval gris pommelé, à courte queue, de taille moyenne, âgé de sept à huit ans, a été volontairement précipité, le 13 juillet 1841, dans la profondeur d'un gouffre situé dans les limites de la commune de Coucouron, et connu sous le nom de la Cascade de Pissay. Les deux jambes de devant de cet animal étaient fortement liées à l'aide d'une corde. Les recherches les plus actives faites pour connaître le nom et le domicile de l'individu auquel ce cheval appartenait, n'ont amené aucun résultat. De graves indices laissent supposer que cet homme est mort victime d'un crime.

PARIS, 6 SEPTEMBRE.

— Pierre-Victor Ruffier, ouvrier bonnetier, a comparu aujourd'hui devant la Cour d'assises, présidée par M. le conseiller Lassus, sous l'accusation de tentative de viol commise sur la personne d'une jeune fille âgée de moins de quinze ans. Les débats

de son curateur, est admis à former, sans autorisation ni assistance, l'action en séparation de corps. (Arrêt de Bordeaux, 1^{er} juillet 1806.)

Admettant, par hypothèse, que l'autorisation du conseil de famille fût nécessaire pour former la demande en séparation de corps, M^e Pepin-Lehalleur établit que cette autorisation produite devant la Cour, mettrait l'affaire en état de recevoir une solution définitive et couvrirait l'irrégularité primordiale. (Arrêt de Bruxelles, 4 juillet 1811. — On cite à tort comme contraire l'arrêt de rés. Cour de cass., 12 mars 1839.) La délibération du conseil de famille est valable, quoiqu'elle n'exprime pas formellement que le juge de paix, qui a présidé l'assemblée, a pris part au vote. C'est précisément parce que le juge de paix est membre nécessaire du conseil de famille que, jusqu'à la preuve contraire, il doit être présumé qu'il a pris part à la délibération.

M. Berville, premier avocat-général, pensait qu'une demande en séparation de corps était une de ces actions personnelles tellement inhérente à la personne, que la femme seule avait le droit de la former; il en donnait pour raison que la femme seule pouvait en apprécier la convenance, l'opportunité, la portée morale, que personne ne pouvait se substituer à elle dans l'exercice de cette action, parce que personne ne pouvait savoir ce qu'elle-même ferait. Que de femmes en effet, disait-il, aiment mieux souffrir cruellement même, et longtemps, que de demander leur séparation! Les unes par un fond d'affection pour leur mari, les autres par esprit de religion; celles-ci dans l'intérêt de leurs enfants, celles-là dans l'espoir de voir enfin un terme à leurs souffrances. Qui donc pourrait avoir la certitude, en pareille matière, d'agir suivant les intentions de la femme?

Enfin M. l'avocat-général voyait dans le droit de demander la séparation de corps quelque chose de saint et de mystérieux qui ne pouvait être que l'expression de la conscience de la femme. « Et puis, disait-il, que serait ce qu'une demande en séparation de corps à côté de laquelle ne serait jamais la possibilité d'une réconciliation, cet espoir de la morale publique et de la justice! »

« Enfin, ajoutait M. l'avocat général, on trouve dans la loi d'autres moyens que celui de la séparation de corps pour soustraire la personne de la femme aux mauvais traitements et ses biens à la mauvaise administration de son mari tuteur; d'une part c'est la destitution de la tutelle, et d'autre part la séparation de biens. »

Cette argumentation, puisée dans des sentiments nobles et élevés, avait quelque chose de séduisant au premier abord; mais, soumis à la réflexion et à l'analyse, elle perdait, il faut le dire, beaucoup de sa valeur; ainsi, le mari ne ressaisirait-il pas, par la puissance maritale, le droit que lui ferait perdre la destitution de la tutelle? Et ne conserverait-il pas notamment comme mari le droit qu'il perdrait comme tuteur de garder sa femme auprès de lui?

Et si, bien qu'ayant pour elle tous les soins qu'exige l'état d'une malheureuse femme en démence, il entretient dans la maison conjugale une concubine, la destitution de la tutelle et la séparation de biens seront-ils une répression suffisante contre cette injure à la femme et à l'honnêteté publique? La femme seule, dirait-on, aurait droit de se plaindre; mais qui vous dit qu'elle ne se plaindrait pas si elle pouvait agir? Qui vous répond même que la présence d'une concubine n'entrefermerait pas dans ses esprits troublés cette démence qui fait obstacle à la manifestation de sa volonté, et ne la rendrait pas incurable?

La justice, à notre sens, courrait le risque de s'égarer en suivant cette brillante théorie, et pour elle il était plus sûr et surtout plus salutaire pour les justiciables de s'en tenir aux conséquences toutes simples des dispositions de la loi sur la tutelle, et qui sont que le tuteur étant à la fois donné à la personne et aux biens de

celui à la charge, mais lui, repoussant à coups de fouet tous ceux qui approchaient, pressant plus vivement la course de son cheval et traversant la foule, parvint enfin à fuir et à disparaître.

Un agent de police qui avait été spectateur de cette scène n'avait pas été des derniers à essayer de s'opposer à la fuite du charretier, mais ayant reconnu l'impossibilité d'y parvenir, il avait eu du moins la précaution de regarder la plaque du haquet et de prendre note de son numéro. Avec ce renseignement il fut facile de remonter jusqu'au délinquant, que l'on sut être le sieur M..., demeurant rue Neuve-Saint-Paul; et le commissaire de police du quartier des Arcis ayant décerné mandat contre lui, on procéda à son arrestation au moment où, de retour à son domicile, il venait de mettre son cheval à l'écurie et était occupé à remiser le haquet.

COMMENTAIRE SUR LES LOIS DE LA PRESSE ET DES AUTRES MOYENS DE PUBLICATION, par Ad. DE GRATTIER, membre du conseil-général de l'Oise, substitut du procureur-général du Roi près la Cour d'Amiens. — 2 vol. in-8°. Prix : 15 fr. A Paris, chez Hingray, libraire éditeur, rue de Seine, 10; et chez Videcoq, libraire, place du Panthéon, 6.

La presse n'a point de Code; elle est sous l'empire de vingt lois à moitié détruites. Ces lois de toutes dates, de tous les régimes, ne présentent qu'un ensemble confus, un chaos de contradictions dans lequel il est difficile de distinguer les dispositions abrogées de celles qui restent en vigueur. L'imperfection d'une semblable législation offre un vaste champ à l'interprétation et à la doctrine. Aussi le barreau et la magistrature ont ils favorablement accueilli les divers ouvrages qui ont commenté les lois de la presse et des autres moyens de publication.

Parmi ces ouvrages, le plus récent et le plus complet est celui de M. de Grattier.

La demande en intervention comme partie civile dans un procès de police correctionnelle, formée sur l'appel, est tardive et non recevable.

En matière de violation d'un contrat de dépôt, on ne peut voir un commencement de preuve par écrit dans l'interrogatoire subi par le prévenu à l'audience, si les notes qu'en a tenues le greffier n'ont été ni signées du président, ni relues au prévenu et signées de lui.

Les Tribunaux de Carcassonne et de Perpignan furent tour à tour, et plus d'une fois, saisis de la plainte portée par le sieur D... contre le sieur R..., pour détournement d'une somme de 4,000 francs, que le premier aurait confiée à celui-ci, au moment où il montait en diligence, pour la remettre sur la route au père du dépositant. De là, poursuite du sieur R..., sous triple qualification d'abus de confiance, d'escroquerie et de vol. Le prévenu soutint devant le Tribunal de Perpignan, puis en appel à Carcassonne, que la preuve testimoniale n'étant pas admissible pour prouver le contrat de dépôt et l'abus de confiance, il ne devait pas être pris note par le greffier des dépositions des témoins qui ne tendaient à prouver ni le vol ni l'escroquerie supposés. Son système, fondé sur la doctrine de M. Mangin, a été produit jusqu'en cassation, et repoussé par arrêt du 27 juin 1840.

Devant le Tribunal de Carcassonne, comme Tribunal d'appel de police correctionnelle, à la suite du débat dont on vient de rendre compte sur l'incident concernant la preuve testimoniale, le prévenu avait été interrogé à l'audience, et le greffier avait pris note de ses réponses dans lesquelles il dément le dépôt allégué.

L'affaire ayant repris son cours devant les premiers juges, le Tribunal de Perpignan a vu un commencement de preuve par écrit dans l'interrogatoire qui avait été subi par le prévenu devant le Tribunal de Carcassonne; en conséquence, la preuve testimoniale fut admise sur le fait du dépôt allégué, et le sieur R... condamné comme coupable d'abus de confiance.

Sur l'appel porté devant le Tribunal de Carcassonne, le sieur D..., père de la partie plaignante, forma une intervention dont il lui fut donné acte en présence du prévenu, et sans opposition de sa part, à l'audience du 13 mars. Mais, à l'audience du 20 suivant, le sieur D... ayant posé des conclusions en dommages-intérêts, le prévenu répondit que l'intervention comme partie civile, formée en appel pour la première fois, était non recevable. Le même jour, le Tribunal de Carcassonne repoussa ce moyen, en prononçant que l'intervention avait été déjà admise par le jugement du 13 du même mois, et, statuant au fond, confirma la condamnation prononcée contre le sieur R...

Pourvoi de ce dernier. Demande de mise en liberté provisoire pour se dispenser de se mettre en état. Par jugement du 8 mai dernier, le Tribunal de Carcassonne a repoussé cette demande comme formée après les délais du pourvoi, et principalement par le motif singulièrement hardi que la Cour de cassation devait avoir déjà statué dans le mois du pourvoi formé depuis quarante jours (art. 425), déclarant en outre qu'en tout cas il n'y avait lieu d'accorder au sieur R... la liberté provisoire sous caution.

Les trois jugements du Tribunal de Carcassonne des 13 et 20 mars et 8 mai 1841 ont été déférés à la Cour. Sur le rapport de M. le conseiller Mérilhou, et M^{es} Cotelle et Rigaud, plaidant, le premier pour le demandeur, le second pour le défendeur, la Cour a rendu l'arrêt suivant, conforme aux conclusions de M. Delapalme, avocat-général :

« En ce qui touche le pourvoi formé le 10 mai dernier contre le jugement relatif à la mise en liberté provisoire ;

« Vu les articles 414 et 421 du Code d'instruction criminelle ;

« Attendu que la liberté provisoire sous caution peut être demandée en tout état de cause, non seulement par le prévenu avant le jugement, mais encore par le condamné en matière correctionnelle, tant que le jugement de condamnation n'a pas acquis l'autorité de la chose jugée ;

« Attendu que, pendant le pourvoi en cassation, cette demande doit être portée devant la juridiction qui a rendu le jugement ou l'arrêt attaqués, etc., déclare que j'ai conseillé plusieurs fois, dans ma clientèle, l'usage des Pralines-Dariès, et que j'en ai obtenu des résultats avantageux.

En foi de quoi j'ai donné ce certificat.

Paris, le 12 mars 1841.

RAMAUGÉ, D. M. P.

Je soussigné, docteur en médecine, médecin honoraire de la marine royale, membre de la Société de médecine pratique de la ville de Paris, membre du conseil de salubrité du département de l'Aube, certifie avoir employé fréquemment dans ma maison de santé de Clignancourt les pralines de Dariès aux cubèbes, et en avoir obtenu des résultats très avantageux. Ce médicament peut être considéré comme un précieux agent pharmaceutique.

15 mars 1841.

FAUCHER, D. M. P.

Le docteur en médecine soussigné, médecin du bureau de bienfaisance de la commune des Batignolles, banlieue de Paris, et du diocèse de l'église réformée de Paris, certifie que plusieurs fois il a été appelé à constater la propriété astringente des pralines-Dariès aux cubèbes; que ce médicament, d'une forme agréable, ne présente point les inconvénients des autres préparations de même nature, et qu'avec la direction d'un médecin éclairé, on peut obtenir de cette préparation pharmaceutique la guérison parfaite et durable d'une affection souvent rebelle et très incommode.

15 mars 1841.

JOUY DE COURVEY, D. M. P.

Nota. Les PRALINES-DARIÈS sont brevetées d'invention par ordonnance du Roi et se vendent 4 f. la boîte; trois boîtes, 10 f. 50 c., à la PHARMACIE CENTRALE, rue de la Feuillade, 5, en face de la Banque de France, et chez M. DARIÈS, rue Croix-des-Petits-Champs, 25, au premier, à Paris.

Pharmaciens dépositaires à Paris : Lebrun et Renault, 10, rue Dauphine; Séguin, 578, rue Saint-Honoré; Moitier, 45, rue Neuve-des-Petits-Champs; Guillemaud, 271, rue St-Honoré; Paris, 64, faubourg Poissonnière; Baudry, 44, rue Richelieu; Billon, 145, rue Montmartre; Chagnet, 350, rue Saint-Honoré; Paul Gage, 15, rue Grenelle-Saint-Germain; Richard, 51, faubourg St-Martin; Trablit, 21, rue J.-J. Rousseau; Colmet, 42, rue St-Merry; Juttier, à la Croix-Rouge.

(1) Les fusils-Robert se trouvent rue du Faubourg-Montmartre, 17, au premier. On peut s'adresser à tous les bons armuriers, qui se chargent de procurer des fusils-Robert au prix de fabrique.

* Attendu que ce principe établit un délai après lequel on n'est plus recevable à se porter partie civile,

* Attendu qu'en matière correctionnelle les deux degrés de juridiction constituent pour le prévenu un droit dont il doit jouir, tant sous le rapport de l'application de la peine, que sous celui des dommages-intérêts; d'où il suit que par ces mots : « jusqu'à la clôture des débats, » il faut entendre « jusqu'à la clôture des débats devant les premiers juges » et qu'après le jugement définitif de première instance les choses ne sont plus entières; le procès doit finir comme il a commencé, c'est-à-dire avec le ministère public seul, et celui qui se prétend lésé ne peut plus agir que par action séparée devant la juridiction civile;

* Attendu que, ni dans la procédure écrite, ni dans l'ordonnance de la chambre du conseil qui règle la compétence, ni dans le jugement correctionnel de Perpignan du 24 janvier 1840, qui a statué sur un incident important, relatif à la direction des débats, ni dans le jugement du 28 mars 1840, rendu sur l'appel de R... par le Tribunal correctionnel de Carcassonne, ni lors du pourvoi, ni lors du jugement définitif du Tribunal correctionnel de Perpignan du 31 décembre 1840, on ne voit figurer aucune partie civile ni intervenante;

* Attendu que ce n'est que devant le Tribunal correctionnel de Carcassonne, et au moment même où il allait être statué sur l'appel de R... que D... père a demandé d'être reçu partie intervenante, qu'il a été admis comme tel par jugement du 15 mars 1841, et reçu par jugement du 20 dudit mois à prendre des conclusions civiles, ce qui a privé R... quant à la question civile, d'un premier degré de juridiction, et violé l'article 67 du Code d'instruction criminelle, ainsi que la règle fondamentale du pouvoir judiciaire en matière correctionnelle;

* Attendu qu'il importe peu que R... ait fait défaut en première instance lors du jugement définitif; que cela n'empêchait pas D... de se présenter pour conserver ses intérêts civils et épuiser le premier degré de juridiction; et que d'ailleurs R... avait comparu aux jugements précédents, savoir celui de Perpignan du 24 janvier 1840, et celui de Carcassonne du 28 mars 1840, sans qu'aucune partie civile y soit intervenue;

* En ce qui touche le moyen de cassation du vice du fond du jugement de condamnation du 20 mars 1841;

* Attendu que ce jugement écartant deux des trois qualifications alternatives formulées par l'ordonnance de la chambre du conseil, a condamné R... pour abus de mandat par application de l'article 408 du Code pénal;

* Attendu que ce jugement a reconnu que, lorsqu'il s'agit d'un délit qui suppose l'existence d'un contrat civil préexistant, la preuve testimoniale de ce délit n'est admise qu'autant que ce contrat civil peut être lui-même prouvé par témoins d'après la loi civile, c'est-à-dire qu'autant qu'il existe à cet égard un commencement de preuve par écrit, conformément à l'art. 1547 du Code civil;

* Attendu que le jugement attaqué a admis comme commencement de preuve par écrit les notes d'audiences tenues par le greffier du Tribunal correctionnel de Carcassonne, le 28 mars 1840, et paraissant contenir des aveux comme faits à l'audience par R...;

* Attendu que si l'art. 155, reproduit par l'art. 189 du Code d'instruction criminelle, prescrit au greffier de tenir note des principales dépositions des témoins en matière correctionnelle et de simple police, cette prescription ne s'étend point aux explications que le prévenu donne pour sa défense, soit spontanément, soit sur l'interpellation du magistrat, et qu'ainsi la pièce invoquée comme commencement de preuve par écrit n'a sous ce rapport aucun caractère légal;

* Attendu que cette pièce, n'étant ni lue ni signée par le magistrat, ni relue au prévenu, ni signée par lui, n'étant soumise à aucune sorte de contrôle, et n'offrant d'autre garantie de sa véracité et de son exactitude que la mémoire et le discernement du greffier qui la rédige seul, ne saurait être assimilée ni aux interrogatoires devant le juge d'instruction rédigés d'après l'art. 76 du Code d'instruction criminelle, ni aux interrogatoires sur faits et articles subis en matière civile;

* Attendu que, d'après l'article 347 du Code civil, on appelle commencement de preuve par écrit « tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée et qui rend vraisemblable le fait allégué »;

* Attendu qu'on ne peut attribuer ce caractère à un écrit qui n'est pas émané du prévenu, dont il n'a pu contrôler la teneur, qu'il n'a ni vu ni signé, et qui est l'ouvrage d'un officier à qui la loi n'a pas donné mission spéciale à cet effet;

* Attendu que, dès-lors, et sans qu'il soit besoin d'examiner le moyen tiré de la violation de l'art. 1556 du Code civil, et de la règle de l'indivisibilité de l'aveu judiciaire, il a été fait, par le jugement définitif, violation de l'art. 1547 et par suite de l'art. 1541 du Code civil;

* Joint les pourvois séparément dirigés contre les jugements du Tribunal correctionnel de Carcassonne, des 15, 20 mars et 8 mai 1841, contre J.-P. R..., et statuant sur lesdits pourvois;

* Casse et annule lesdits jugements, etc. »

(Présidence de M. le comte de Bastard.)

Bulletin du 4 septembre.

La Cour a rejeté les pourvois :

1° D'Ange-Louis Blaise et Alexandre Audry, ayant M^e Ledru-Rollin pour avocat; et de François Lambrun, plaidant M^e Victor Augier, substituant M^e Belamy, son avocat, contre un arrêt de la Cour royale de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, qui les condamne à l'emprisonnement et à l'amende pour association illégale; — 2° De Pierre-Joseph Jacquemain (Nord), travaux forcés à perpétuité, incendie d'une maison habitée; — 3° De François-Joseph Quéant (Nord), 20 ans de travaux forcés, vol avec effraction et escalade; — 4° De Pierre Lemmet (Seine-Inférieure), 5 ans de réclusion, faux en écriture privée; — 5° De Marie-Opportune Deschamps (Seine-Inférieure), 5 ans de réclusion, vol domestique; — 6° Du procureur-général à la Cour royale d'Agen, contre un arrêt de cette Cour, chambre des appels de police correctionnelle, rendu en faveur du sieur Macouillard, prévenu de transport illicite de lettres, en contravention à l'arrêté du 27 prairial an IX.

Ont été déclarés déchus de leurs pourvois et condamnés à l'amende : 1° Louis Armandière, condamné par arrêt de la Cour royale de Lyon, chambre correctionnelle du 10 juin dernier, à l'amende de 80 francs pour diffamation envers le sieur Dulac, notaire; 2° Pierre Paquin, de Saint-Germain, contre un jugement du Tribunal correctionnel d'Epinal du 22 mai dernier, confirmatif d'un jugement rendu par le Tribunal de Mirecourt, le 29 avril précédent, qui le condamne à un mois de prison, 100 francs d'amende et 500 francs de dommages-intérêts et aux dépens, comme convaincu de dénonciation calomnieuse envers le sieur Eustache George, avocat et juge suppléant au Tribunal civil de Mirecourt;

Sur le pourvoi de Pierre Tramoloni, et la plaidoirie de M^e Victor Augier, son avocat, la Cour a cassé et annulé pour violation de l'article 399 du Code d'instruction criminelle, un arrêt de la Cour d'assises de la Corse, qui l'avait condamné à cinq ans de travaux forcés pour vol avec effraction et escalade, la nuit, dans un édifice consacré au culte;

2° Sur le pourvoi du procureur-général à la Cour royale de Poitiers, un arrêt rendu par la chambre des appels de police correctionnelle de cette Cour, rendu en faveur de Pierre Redeuilh, poursuivi pour port illicite de lettres au préjudice de l'administration des postes.

La Cour a donné acte au sieur Bissonnet du désistement de son pourvoi, contre un arrêt de la Cour royale de Paris, chambre correctionnelle, rendu en faveur du sieur Dolbec, renvoyé de la plainte en contrefaçon contre lui portée.

COUR D'ASSISES DE L'AVEYRON.

(Présidence de M. Castelnau.)

Audiences des 27, 28, 29, 30 et 31 août.

ACCUSATION DE PARRICIDE.

Le 7 juillet dernier, vers onze heures du matin, Barthélemy Taillefer, du village de Douzalbats, fut trouvé mort dans sa grange par son fils Félix, aujourd'hui accusé de lui avoir donné la

mort. Aux cris poussés par celui-ci, plusieurs personnes accoururent et se pressèrent autour du cadavre : les membres déjà raidés et glacés annonçaient que Barthélemy Taillefer avait cessé de vivre depuis plusieurs heures; sur le cou du décédé furent remarquées deux empreintes de cordes, de dimensions différentes, qui parurent aux assistants des marques évidentes de strangulation.

Interrogé sur les circonstances qui l'avaient mis le premier en présence du corps de son père, Félix Taillefer fit le récit suivant : « Après dix heures et demie, je suis allé dans la grange chercher du foin pour le jument de mon oncle Bos; en entrant, j'ai aperçu mon père debout vers le fond de la grange; je l'ai appelé, et voyant qu'il ne me répondait pas, je me suis approché et j'ai vu qu'il avait le cou lié avec une corde, et qu'il était ainsi attaché à la sous-barbe d'un chevron de la grange; on avait passé dans la corde un bâton qui avait fait l'office d'un tourniquet; le cadavre était debout, le dos appuyé contre la muraille, ses pieds reposaient sur le foin. Mon premier élan a été de couper la corde avec mon couteau, le corps est tombé de lui-même sur son côté droit. J'ai alors crié au secours ! mais j'ai été pris presque aussitôt de défaillance, et je ne sais ce qu'on a fait du cadavre pendant que j'étais privé de l'usage de mes sens. »

Agnès Angelvy, servante dans la maison de Taillefer, déclara qu'elle était accourue aux premiers cris de l'accusé et qu'elle avait vu le cadavre se renverser sur le foin; elle avait aperçu aussi une corde qui liait un bâton, sans pouvoir dire si cette corde entourait ou non le cou de Barthélemy Taillefer. Des recherches furent faites dans la grange et on trouva, en effet, à une assez grande distance du cadavre, une corde cachée sous le foin et dont les bouts avaient été fraîchement coupés.

Il était certain que Barthélemy Taillefer avait péri de mort violente; mais cette mort était-elle le résultat d'un crime ou d'un suicide? Les doutes à cet égard ne pouvaient être levés que par un examen plus approfondi de la disposition des lieux et de l'état du cadavre.

Dans la soirée du 7 juillet, l'un des suppléants du juge de paix du Mur-de-Barrez se transporta sur les lieux, accompagné du docteur Mestre; il fut constaté que le chevron désigné par Félix Taillefer était le cinquième du côté du nord de la grange, et que la hauteur de la sous-barbe n'était que d'un mètre quarante et un centimètres, depuis la partie où la corde avait dû être attachée jusqu'à la couche de foin subjacente; la sous-barbe a la forme à peu près carrée; elle est un peu plus mince en haut qu'en bas; sa direction est presque verticale, et la hauteur indiquée de un mètre quarante et un centimètre a dû nécessairement diminuer par le glissement de la corde.

Quand l'autopsie eut lieu, le cou présentait dans sa partie supérieure l'empreinte d'une corde. Un profond sillon existait sur toute la face antérieure et latérale de cette région, suivant une direction oblique d'avant en arrière et de bas en haut. Vers la partie moyenne et inférieure, on remarquait, à peu de distance l'une de l'autre, deux autres empreintes de liens qui avaient comprimé le cou sur toute sa circonférence; ces empreintes étaient moins profondes que la première et plus prononcées sur la partie postérieure du cou que sur le devant et sur les côtés. Les liens ou cordes qui les avaient produites paraissaient n'avoir pas plus de la moitié de la grosseur du lien ou de la corde qui avait produit le premier sillon; les membres inférieurs étaient raidés et sans flexion.

Félix Taillefer et sa famille cherchèrent d'abord à accréditer la croyance que Barthélemy Taillefer avait succombé par suite d'une suspension volontaire. Mais les circonstances constatées par les hommes de l'art impliquaient au contraire l'idée d'un meurtre.

La justice rechercha le coupable dans la famille même de la victime; depuis longtemps Félix Taillefer avait cessé de vivre en bonne intelligence avec son père, soit à cause d'un mariage auquel le père s'opposait, soit à cause des rapports d'intérêt qui étaient inséparables de la vie commune. Quinze ou vingt jours avant la mort de Barthélemy Taillefer, l'accusé se plaignait en termes violents, dans un cabaret de Thérondeils, des tracasseries auxquelles il se prétendait en butte chez lui : « Ce b..., de père, disait-il, nous avons eu dispute ensemble; plutôt que de continuer cette vie-là, il faut que l'un ou l'autre reste sur place. » De son côté, Barthélemy Taillefer parlait avec amertume de ses chagrins domestiques, et disait : « Je suis bien malheureux; mon fils est sévère envers moi; ce matin je lui ai fait quelques remontrances dans l'écurie, et il m'a répondu en se saisissant d'une barre et en me menaçant de m'en frapper si je ne me retirais. »

La veille de la catastrophe, Félix Taillefer reçoit l'ordre d'aller acheter une paire de vaches à la foire d'Aurillac; il est de retour à onze heures du soir. Le lendemain, le père fait observer à son fils, dans l'écurie, en présence d'un domestique, qu'une des vaches achetées a une blessure au pied; une explication s'engage, le domestique sort et laisse le père en présence du fils. Que s'est-il passé après le départ du domestique? c'est un point que l'information n'a pu complètement éclaircir.

L'accusé ne peut rendre compte de ses actes jusqu'à neuf heures, moment présumé de la mort du père, d'après l'état de refroidissement et de rigidité du cadavre lorsqu'il a été découvert; il prétend être resté couché dans l'écurie au-dessous de la grange; mais alors on ne peut s'expliquer comment un suicide ou un meurtre aurait été commis au dessus de sa tête, sans que le bruit de la lutte ou les convulsions de l'agonie fussent parvenus à ses oreilles.

L'accusation trouve encore une preuve de sa culpabilité dans une tentative qu'il aurait faite pour se procurer un faux passeport. La famille de l'accusé, dit enfin l'accusation, partage les appréhensions de celui-ci, et, pendant le cours de l'instruction, des tiers officieux sont envoyés auprès des témoins dont on redoute les déclarations pour les inviter à taire la vérité; le frère de la victime lui-même se rend auprès d'un témoin qui a résisté aux premières sollicitations, et le presse de ne point dévoiler les faits qui pourraient être à la charge de Taillefer; pour mieux réussir dans sa mission, il engage la religion dans sa cause, en disant que dans une pareille occasion un homme avait pris conseil de son confesseur et que celui-ci avait répondu : « Il y a un homme de mort, il ne faut pas qu'il y en ait deux; dites que vous n'avez rien vu et je me charge de votre faute. »

A ces charges, relatées dans l'acte d'accusation, sont venues, depuis la première instruction, s'en joindre d'autres qui, un instant, ont semblé devoir dissiper toutes les ténèbres de cette affaire.

La justice a été avertie qu'Agnès Angelvy, servante de Taillefer, avait raconté à diverses personnes des détails qui ne permettraient pas de douter de la culpabilité de l'accusé.

Les mariés Vazeilles, du lieu de Narnhac, canton de Pierrefort (Cantal), ont été signalés comme ayant reçu ces confidences. Ils ont été entendus à l'audience du 28; mais ils ont d'abord prétendu ne savoir ce que leur avait été rapporté par leur servante

Marguerite, en ajoutant qu'ils avaient imposé silence à cette dernière pour n'avoir pas à comparaître en justice, et que ses propos ne valaient pas la peine qu'on les répétait devant la justice. La Cour en a pensé autrement, et comme le sieur Vazeilles s'obstinait dans son refus de parler, M. le président a ordonné son arrestation. A ce moment la femme Vazeilles qui, entendue en première instance, avait refusé avec la même obstination que son mari de rapporter les propos tenus par sa servante, s'est évanouie dans l'auditoire, et on a été obligé de l'emporter hors de la salle.

Pendant qu'on lui prodiguait des secours, son mari s'est enfin décidé à parler, et il a déposé qu'il y a environ trois semaines, ayant envoyé sa servante faire une commission, celle-ci lui dit en revenant qu'elle avait rencontré Agnès Angelvy, servante de Taillefer, qui lui avait raconté que le jour de la mort de Barthélemy Taillefer, vers les huit heures du matin, Taillefer fils était entré dans la maison et lui avait demandé où était son père; qu'elle lui avait répondu qu'il était à la grange ou à l'écurie. Taillefer fils était sorti et quelque temps après elle avait entendu un grand bruit dans l'écurie, était sortie et avait trouvé l'accusé sur la porte de la grange avec un petit corde à la main (un courdel); il lui demanda où était le bouvier; elle répondit qu'il était aux champs et se retira; quelques moments après elle revint et trouva le cadavre de Taillefer père couché dans l'écurie au-dessous de la grange.

Agnès Angelvy, entendue immédiatement après les époux Vazeilles, a nié ces propos et a persisté dans ses déclarations qu'on a vues plus haut. Mais, à plusieurs reprises, sur les questions de M. le président et de M. le procureur du Roi, elle est tombée dans des contradictions dont l'accusation a tiré parti contre son témoignage.

La lumière qu'elle semblait pouvoir jeter sur cette affaire n'a donc pas lui. Cependant en vertu d'un mandat d'amener lancé par M. le président de la Cour, un gendarme était parti le 28 au soir pour aller chercher la servante des époux Vazeilles; elle est arrivée dans la matinée du 30, et, à l'ouverture de l'audience, qui a commencé à deux heures de relevée, elle a été introduite dans la salle au milieu du profond silence de l'auditoire qui s'attendait à de nouveaux éclaircissements par suite de sa confrontation avec Agnès Angelvy.

Elle a déclaré s'appeler Marguerite Malmeja et être âgée de vingt ans, au service des époux Vazeilles. Interrogée sur les propos racontés par ces derniers, elle a répondu qu'Agnès Angelvy ne lui avait jamais rien confié sur la mort de Barthélemy Taillefer, et que la prétendue conversation qu'elle aurait rapportée à ses maîtres était une invention de sa part. M. le procureur du Roi lui rappelant les détails de cette conversation, elle a répondu avoir complètement oublié les divers propos qu'on lui attribuait. Cependant elle s'est souvenue qu'elle avait parlé de la petite corde vue entre les mains de Taillefer fils, et s'est enfin trouvée dans l'impossibilité d'expliquer par quel motif elle avait inventé un semblable récit.

A la suite de cet incident, il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que M. le docteur Guiral, de Rodez, appelé pour donner son avis sur les questions médicales de l'affaire, a pensé que la corde, qui avait fait l'empreinte supérieure sur le cou de Taillefer, n'ayant produit ni ecchymose ni coloration, avait dû être appliquée après la mort de ce dernier, et que l'état non coloré des deux empreintes plus basses et moins considérables, était également une preuve que la petite corde qui les avait faites n'avait pas séjourné sur les sillons qu'elle avait tracés. Cette opinion a été invoquée par M. le procureur du Roi pour démontrer que la mort avait dû avoir lieu par strangulation dans l'écurie, et non par suspension volontaire dans la grange.

Il nous est impossible de suivre l'accusation et la défense dans tous leurs développements. Disons seulement que le système de la défense a été de soutenir qu'il y avait suicide et non meurtre, et qu'à l'appui de ce système elle a invoqué plusieurs témoignages desquels il résulte que Taillefer père était depuis longtemps en proie à de violents chagrins, par suite de pertes survenues dans sa fortune, et qu'il avait manifesté plus d'une fois l'intention de se détruire.

On a interrompu les plaidoiries pour entendre une femme nommée Lafon, des environs de Douzalbats, appelée en vertu du pouvoir discrétionnaire de M. le président, et qui dépose que, le jour de la mort de Taillefer, vers onze heures, elle vit passer un mendiant qui lui dit qu'il avait couché dans la grange de Taillefer et que ce dernier venait de s'étrangler. L'endroit où cette conversation eut lieu est à une heure de distance de Douzalbats. On confronte cette femme avec l'un des témoins précédemment entendus; c'est un mendiant dont le langage cynique et les contorsions grotesques excitent l'hilarité et parfois le dégoût de l'auditoire; cet individu, nommé Roques, déclare qu'en effet il a passé la nuit dans la grange, qu'il y était seul, et qu'il en est sorti le matin sur l'ordre de Taillefer père; la femme avec laquelle il aurait parlé ne le reconnaît pas.

Un autre témoin, qui est rappelé aux débats, déclare tenir du mari de la femme Lafon que le mendiant aurait dit : « On vient d'étrangler Taillefer, » et non pas, « Taillefer vient de s'étrangler. »

Ces contradictions ont été fréquentes dans cette affaire, où les preuves échappaient à l'instant où l'on croyait les atteindre.

Enfin, après cinq jours de débats, et un résumé clair, précis et impartial de M. le président, le jury est entré dans la salle de ses délibérations hier, à onze heures du soir, et, trois quarts d'heure après, il est revenu avec un verdict de non-culpabilité.

L'accusé a été sur-le-champ mis en liberté.

TIRAGE DU JURY.

La Cour royale (1^{re} chambre) présidée par M. Séguier, premier président) a procédé, en audience publique, au tirage des jurés pour les assises de la Seine, qui s'ouvriront le jeudi 16 du courant, sous la présidence de M. le conseiller Férey; en voici le résultat :

Jurés titulaires : MM. Poumet, notaire, rue du Faubourg-Poissonnière, 6; Avoine, médecin, aux Batignolles, rue des Dames, 4; Duhamel, docteur en médecine, rue du Marché-Saint-Honoré, 38; Renaud, architecte, rue Duval, 20; Simonneau, graveur, rue de la Paix, 6; d'Hautpoul, officier en retraite, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 99; Delion-Deville, quincaillier, rue d'Orléans, 10; Danjan, architecte, rue Saint-André-des-Arcs, 50; Richard, gérant de l'administration des Lutécienues, à Montmartre, boulevard Pigale, 12; Mélin, vicomte Dutaillys, avocat à la cour royale, rue Chauveau-Lagarde, 4; Solliers, propriétaire, rue des Saints-Pères, 20; Boulenger, fabricant de plaqué, rue Neuve-Saint-Laurent, 10; Brouillet-Cacheux, propriétaire, rue Saint-Denis, 116; le vicomte de Suleau, capitaine en retraite, quai Malaquais, 19; Barthélemy, médecin vétérinaire, rue Saint-Georges, 21; Pont, avocat à la Cour royale, rue des Beaux-Arts, 4; Vilbert, marchand de tapisseries, rue Richelieu, 86; Huillier, notaire, rue Taitbout, 25; Augo, officier en retraite, à Neuilly; Ruinard de Brimont, conseiller référendaire à la Cour des comptes, rue du Bac, 56; Boisseaux, dit Forestier, propriétaire, rue Saintonge, 23; Roux, propriétaire, rue Montmartre, 75;

le comte de Raféls de Saint-Sauveur, ancien officier de marine, place du Palais-Bourbon, 99; Gouju d'Orsay, avocat à la Cour royale, rue du Cherche-Midi, 42; Lecour, entrepreneur de roulage, rue des Petites-Ecuries, 25; Escudier, officier retraité, rue Notre-Dame-de-Recouvrance, 19; Carlin, employé, rue du Caire, 29; Fouquet, quincaillier, rue de la Barillerie, 19; Duchesne, propriétaire, rue Notre-Dame-de-Grâce, 4; Mouchez, propriétaire, rue Pavée, 1; Perrot, propriétaire, Carrières de Charenton-le-Pont; Vignardonne, docteur en médecine, rue de l'Antienne-Comédie, 14; Marchais, propriétaire, rue du Faubourg-Saint-Martin, 29; Pottier, propriétaire à Charonne, passage du Jeu de Boule, 4; Houdé, négociant, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 44; Chaumet, officier retraité à Saint-Denis.

Jurés supplémentaires : MM. Cherrier, quincaillier, rue Saint-Denis, 277; Leboucher, marchand de toiles et laines, rue du Petit-Carreau, 30; Feuquière, fabricant de glaces, boulevard Poissonnière, 12; Garnier, propriétaire, quai de l'Horloge, 77.

CHRONIQUE

DEPARTEMENTS.

— GRENOBLE. — Voici en quels termes le Courrier de l'Isère rend compte des scènes de désordre qui ont éclaté dans la commune de la Tronche, aux portes de Grenoble :

« Le recensement a été commencé le lundi 30 août dans le quartier dit la petite Tronche. Quelques tentatives de résistance, provoquées par les fausses préventions que des malveillans avaient propagées, ont engagé le contrôleur et le maire à suspendre le travail jusqu'au lendemain pour détruire les erreurs accréditées dans le public. Ce jour-là, en effet, on avait vu des émissaires allant de boutique en boutique, excitant les habitants à fermer leurs portes. Ces agents étaient parvenus à faire croire que le recensement avait pour but « d'imposer les cheminées, les lits, les bar-des, les meubles de tout genre, la vaisselle, les ustensiles des fabriques, ceux des jardiniers, et jusqu'aux enfans. »

Un avis publié dans l'après-midi par le maire a fait justice de ces absurdités et ramené les esprits égarés. Toutefois, le soir et assez avant dans la nuit, une dizaine de mauvais sujets se répandirent dans la rue, faisant entendre des cris injurieux et des chants obscènes. Ils se portèrent ensuite vers la maison du maire pour l'insulter et le menacer. Ces individus sont connus et la justice informe contre eux.

Hier mardi matin, le recensement a été repris par le contrôleur, assisté du maire et de plusieurs membres du conseil municipal; l'opération a continué toute la journée, conformément aux instructions du ministre des finances, et, dès ce moment, tout s'est passé dans le plus grand ordre : le soir les recenseurs ont exercé dans les deux villages de la Grande et de la Petite-Tronche. Le travail a été terminé au jour d'hui mercredi dans les autres quartiers.

— LIBOURNE (Gironde), 3 septembre. — La mesure du recensement a produit de tels effets à Ste-Terre, qu'il n'est plus possible, si l'on est étranger, de s'y présenter sans être pris pour un agent des contributions directes, et sans s'exposer à des dangers réels. Dernièrement, un commis voyageur qui traversait cette localité dans sa voiture, fut assailli par une bande de paysans, qui le frappèrent et ne consentirent à le laisser continuer sa route que sur l'insistance de quelques personnes influentes du lieu. Hier, un pareil fait, s'il faut en croire des rapports parvenus au Parquet, se serait reproduit avec des circonstances non moins graves. L'agent d'une compagnie d'assurances contre l'incendie, venu à Ste-Terre pour y traiter quelques affaires, se serait vu bientôt entouré d'une troupe de forcenés, qui, après l'avoir injurié, se seraient livrés sur sa personne aux dernières violences, et l'auraient entraîné vers la rivière, où ils l'eussent précipité sans la compassion des années d'arrérages dues indépendamment de celles dont la prescription a été réclamée, qu'il y a eu cessation de paiement pendant plus de deux années;

« Attendu, en droit, que l'article 1912 veut, dans ce cas, que le créancier de la rente constituée en perpétuel puisse contraindre le débiteur à la racheter;

« Attendu que cet article n'attachant pas d'autre condition à la concession de cette faculté, il s'ensuit que la seule échéance du terme de deux années, sans paiement de la rente portable, investit le créancier du droit d'exiger le remboursement du capital, et que ce droit une fois acquis ne saurait lui être enlevé par des offres tardives qu'il ne veut pas accepter; que l'article 1912 forme une disposition spéciale pour les contrats de constitution de rente en perpétuel; que c'est d'après cette disposition seule que doivent être réglés les droits et les obligations des créanciers et des débiteurs de ces rentes quand il est question de leur rachat; que l'article 877 n'est pas applicable en cette matière, qui est régie par une disposition toute spéciale; que l'article 1912 n'imposant pas l'obligation d'une mise en demeure préalable, les Tribunaux ne peuvent pas l'exiger; que l'arrêt attaqué a donc fausement appliqué et interprété l'article 877, et formellement violé l'article 1912 du Code civil;

» Casse. »

COUR ROYALE D'ORLÉANS.

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Vilneau. — Audience du 6 août.

Une rente viagère, faisant partie d'un prix de vente, mais déclarée par le contrat de vente incessible et insaisissable, peut-elle être valablement cédée par le créancier de la rente? L'acquéreur, chargé du service de cette rente, peut-il, sur les poursuites du cessionnaire, opposer la nullité de la cession en se fondant sur la clause d'incessibilité?

Cette question, sur laquelle aucun arrêt ne se rencontre dans les recueils et que les auteurs n'ont pas traitée, s'est présentée dans l'espèce suivante :

Par acte authentique du 30 avril 1839, le sieur Casimir de Morès vendit au sieur Frédéric de Morès, son frère, la terre de Villechauve, département de Loir-et-Cher, moyennant 306,552 fr. que l'acquéreur devait payer à divers créanciers indiqués au contrat, et une rente viagère de 5,000 fr. au profit du vendeur, incessible et insaisissable : des procès entre les deux frères avaient précédé cet acte de vente, et on explique que cette constitution de rente viagère est ainsi faite à titre de transaction.

Le 27 octobre 1839, Casimir de Morès cède et transporte à un sieur Chevallier, au prix de 50,000 francs déclarés reçus comptant, cette rente viagère de 5,000 francs.

Chevallier poursuit M. Frédéric de Morès devant le Tribunal de Romorantin, en paiement de plusieurs termes échus de la rente viagère : celui-ci demande la nullité de la cession qui n'a pu être consentie au mépris de la clause d'incessibilité.

Le 14 mai 1841, jugement du Tribunal de Romorantin, qui annule la cession. Chevallier, cessionnaire, a interjeté appel de ce jugement, et la Cour d'Orléans a réformé la sentence des premiers juges par l'arrêt dont nous rapportons le texte :

(Plaidans : M^{rs} Johanet et Légier.)

« La Cour,

« En ce qui touche la fin de non recevoir contre le mode d'action employé par Chevallier;

« Attendu que Chevallier, cessionnaire de Casimir de Morès, n'avait

ont eu lieu à huis-clos. M. l'avocat-général de Thorigny a soutenu l'accusation, qui a été combattue par M^{rs} Arronshonn.

Ruffier, déclaré coupable d'attentat à la pudeur avec violence sur une jeune fille âgée de moins de quinze ans, a été condamné à cinq ans de travaux forcés et à l'exposition.

— Un ex-commissaire de police de la ville de Paris, révoqué de ses fonctions il y a quelques mois pour un fait de la nature la plus grave, vient d'être nommé, nous assure-t-on, commis central de police dans le chef-lieu d'un département où l'on se ressent encore de la secousse de récentes agitations. Malgré la confiance que nous devons avoir dans la source où a été puisé le renseignement qui nous parvient, nous hésiterons à y ajouter une foi entière jusqu'à ce que nous ayons vu paraître l'ordonnance de nomination, ou que du moins notre correspondance nous apprenne que la personne dont il s'agit a pris possession de ses fonctions.

— Une jeune dame, qui avait passé la journée d'hier chez des amis de sa famille, propriétaires d'une petite maison de campagne située rue de Vanvres, près de la barrière du Montparnasse, eut l'imprudence de se mettre en route seule pour revenir à Paris vers neuf heures du soir. Depuis quelque temps, elle cheminait, hâtant le pas et sans avoir fait de mauvaise rencontre, lorsqu'un individu l'accosta et lui offrit son bras, en lui faisant observer qu'il n'était pas prudent d'aller seule ainsi qu'elle faisait dans le voisinage d'une barrière généralement mal fréquentée. La jeune dame refusa l'offre de l'étranger et, voyant qu'il insistait et s'attachait à ses pas, elle le pria de cesser son obsession : « Ah ! c'est comme cela, dit alors cet individu en élevant la voix et faisant succéder le ton de la menace à celui de la prière; décidément vous ne voulez pas que je vous accompagne! eh bien! il faut que j'aie au moins un souvenir de notre rencontre! »

A peine ces mots étaient prononcés, que, saisissant le châle de la jeune dame, il le lui arrachait de dessus ses épaules, et prenait la fuite, tandis que, interdite et effrayée, elle trouvait à peine assez de force pour appeler au secours.

C'était à cent pas environ de la barrière que ce vol audacieux s'était commis, et la jeune dame que les personnes accourues à ses cris avaient fait entrer dans le poste racontait ces détails, lorsque, dans un individu qui s'appretait à franchir la barrière et à rentrer dans Paris elle reconnut son voleur. Sur son indication précise, les soldats du poste et les commis de l'octroi arrêtèrent cet individu, en la possession duquel le châle ne fut pas retrouvé; mais, conduit devant le commissaire de police du quartier du Luxembourg, M. Prunier-Quatremère, il manifesta un si grand trouble et se perdit dans des allégations tellement invraisemblables, qu'il fut mis en état d'arrestation et envoyé à la Préfecture pour être examiné et déferé au Parquet.

— Un marchand de vins de la rue des Francs-Bourgeois, le sieur Goët, déjeunait seul hier dans son arrière-boutique, qui est fort sombre, lorsqu'il vit entrer et s'approcher de son comptoir deux individus qui commencèrent par regarder mystérieusement autour d'eux sans proférer un seul mot. Le sieur Goët, qui a été volé il y a peu de temps, pensa que ce pouvait être ses voleurs qui, encouragés par l'impunité, reviennent à la charge. Il ne fit donc aucun mouvement, demeura coi, observant ce qui allait se passer de sa retraite, où il ne pouvait être vu. En un clin d'œil, l'un des deux individus s'empara des brocs d'étain et des mesures placés sur le comptoir, tandis que l'autre, tirant de sa poche un fort ciseau, se mit en devoir d'en faire sauter la serrure. Certain alors de son fait, M. Goët s'élança brusquement dans sa boutique et, se plaçant en travers de la porte, se prit à crier : à l'aide! au voleur!

« Taisez-vous donc, père Goët, devenez-vous fou? dit de l'air le tiers et passer en leurs mains par suite de l'expropriation forcée;

« Attendu que cet intérêt matériel et civil, le seul que la loi puisse prendre en considération, se rencontre encore moins dans la personne de Frédéric de Morès, débiteur de la rente, et qui pourtant demande seul la nullité de la cession, puisque la rente est le prix de ce qu'il a reçu, et que n'ayant à payer au cessionnaire que ce qu'il aurait dû payer au cédant, sa position ne peut être aggravée;

« En ce qui touche les conclusions additionnelles de Chevallier, relatives aux arrérages échus depuis la demande introductive d'instance;

« Attendu que ces conclusions sont autorisées par les dispositions de l'article 464 du Code de procédure civile, et justifiées en fait;

» Par ces motifs, la Cour,

« Statuant sur l'appel de Chevallier, dit qu'il a été mal jugé, bien appelé, émettant, décharge l'appelant des condamnations contre lui prononcées, ordonne la restitution de l'amende consignée; au principal, faisant droit, reçoit Frédéric de Morès opposant au jugement par défaut du Tribunal de Romorantin, en date du 13 janvier dernier, le déboute de ladite opposition dans laquelle il est déclaré mal fondé;

« Ordonne que ledit jugement par défaut sortira son plein et entier effet, et sera exécuté selon sa forme et teneur;

« Condamne en outre Frédéric de Morès, aux termes de l'article 464 du Code de procédure civile, à payer à Chevallier :

« 1^{re} La somme de 1,250 fr., pour un terme échu le 1^{er} janvier 1841 des arrérages de la rente viagère dont il s'agit;

« 2^e Pareille somme de 1,250 fr., pour un autre terme échu le 1^{er} avril de cette année;

« 3^e Pareille somme de 1,250 fr., pour un autre terme échu le 1^{er} juillet, de ladite rente;

« Plus les intérêts de ces sommes à partir, pour le terme de janvier, du 26 mars 1841, époque de la demande spéciale qui en a été faite devant les premiers juges, pour le terme d'avril, à partir du 30 avril, même année, jour de la demande de ce terme; et enfin pour le terme de juillet, à partir du 2 août, présent mois, jour de la demande;

« Condamne Frédéric de Morès aux dépens, etc... »

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE TOULOUSE (1^{re} ch.).

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. de Merly. — Audience du 20 août.

Le canal du Midi est-il un domaine engagé soumis à la révocation prononcée par l'article 4 de la loi du 14 ventose an VII, ou à la condition imposée par la même loi aux engagistes des paiements du quart de la valeur de la propriété.

C'est sous le règne de Louis XIV que fut entrepris et mis à fin le canal du Midi qui joignant l'Océan à la Méditerranée ouvrit alors au commerce un nouvel et immense débouché. Riquet de Bonrepos, issu d'une famille noble du Languedoc, conçut cette grande idée et ne recula pas devant les difficultés de l'exécution. Colbert était ministre, il comprit ce qu'il y avait d'utile dans le projet de Riquet, et ne négligea rien pour en assurer la réalisation. Le 7 octobre 1666, un édit du Roi mit en adjudication les travaux du canal.

Comme témoignage de sa munificence royale et en retour des avantages que l'entreprise promettait à son royaume, Louis XIV érigeait le canal du Midi en plein fief avec justice haute, moyenne, base et mixte avec pouvoir au seigneur de faire bâtir un château et autres bâtimens à son usage, avec tours, créneaux et autres prérogatives seigneuriales. Une clause du même édit portait que l'adjudicataire ne pourrait être dépossédé qu'en le remboursant en un seul et actuel paiement de ses finances, frais des loyaux coûts.

Le plan sur lequel il est exécuté doit fixer l'attention sans rentrer dans cette question si souvent débattue de savoir si la forme du traité est préférable à celle du domaine; nous devons remarquer que la diversité même des éléments successivement superposés pour former l'édifice si imparfait de la législation de la presse, oblige le juriconsulte qui veut en donner l'explication à ne pas laisser à chaque texte la place que lui a assignée l'ordre des temps. Les dispositions différentes des lois, décrets, ordonnances, réglemens, etc., se trouvent ainsi présentées avec un ensemble qui en facilite l'intelligence et qui permet d'en saisir l'esprit. M. de Grattier rattache à chaque article des notes succinctes qui établissent sa concordance. Les développemens du commentaire se placent naturellement à la suite du texte. L'auteur a rassemblé de nombreux documens tirés de nos Codes civils et criminels, de la jurisprudence, du droit romain, du droit ancien, et des législations étrangères; il les étudie séparément et les compare ensuite pour en tirer d'utiles conséquences.

Son œuvre est nourrie; toutes les questions qu'ont pu faire soulever les délits et les contraventions de la presse, de l'écriture et de la parole, une foule de questions entièrement neuves s'y trouvent soumises à un examen approfondi; des aperçus nouveaux en législation, une discussion sérieuse dirigée par un esprit libéral et indépendant, un style clair et souvent élégant, un ordre méthodique dans la distribution des matériaux, assurent à cet ouvrage un succès durable et à son auteur un rang distingué parmi nos criminalistes modernes.

B.

Aujourd'hui mardi à l'Opéra-Comique la première représentation de la reprise de l'Ambassadrice, par Mme Rossi-Caccia.

Au moment de l'ouverture de la chasse, nous croyons devoir signaler la découverte importante de M. Robert, pour les armes à feu.

Le FUSIL ROBERT est l'arme la plus remarquable qui ait paru jusqu'à présent pour la chasse et pour la guerre. Il présente vitesse dans la charge et le tir, balles forcées, portée du plomb plus longue et plus juste, simplicité admirable dans le mécanisme, qui n'exige plus de réparations, économie de moitié dans les munitions, sécurité parfaite pour les tireurs, absence de tout crachement incommode, possibilité de tirer avec toute espèce de cartouches, et même sans cartouches ni baguette et avec les capsules ordinaires du fusil à piston. Tels sont les avantages qui distinguent ce nouveau système et le place au-dessus de toutes les armes à feu qui ont paru jusqu'à ce jour. Aussi le jury de l'exposition nationale de 1854 lui décerna-t-il une médaille d'or de première classe! distinction qui n'avait jamais été accordée au progrès de l'armurerie, parce que, jusque là, toutes les améliorations faites dans les armes ne constituaient pas un système complet et nouveau, véritable résultat d'une idée mère.

Rapport officiel du jury central de l'exposition nationale, nommé par ordonnance du Roi, et composé de MM. Darcet, de l'Institut; Blanqui, Brongniart, Dupin, Gay-Lussac, Hélicart de Thury, baron Séguier, baron Thénard, etc.

Parmi les industries dont les progrès sont les plus remarquables, l'exposition de 1854 comptera la fabrication des armes à feu. Tandis que l'administration de la guerre réfléchit encore officiellement sur la convenance d'abandonner plus ou moins tard ses anciens fusils à pierre, pour des armes plus faciles et plus promptes à charger, d'un tir plus sûr et d'une plus ample portée, l'intelligence individuelle des simples citoyens prend largement l'avance : l'usage du fusil à piston est devenu familier à tous les chasseurs, et chaque jour cette arme reçoit de nouveaux perfectionnemens. A cette innovation, qui déjà remonte à quelques années, vient s'ajouter une innovation nouvelle qui paraît ne plus rien laisser à souhaiter pour le chargement des fusils par la culasse. Paris continue de conserver sa supériorité dans la fabrication des armes de luxe : élégance et précision des formes, exécution parfaite, beauté du fini, tels sont les caractères de ses produits.

Depuis longtemps on s'efforce de chercher le meilleur moyen de charger les fusils par la culasse; on évite par là tous les mouvemens nécessaires pour introduire la bourse et la baguette, la remettre dans ses lieux, et on évite les causes que l'administration des domaines demandait aux héritiers Riquet le paiement du quart de la valeur du canal du Midi, sous peine d'éviction totale de leur propriété.

Le système de la régie consistait à dire que, par l'édit de 1666, le canal du Midi avait été créé avec tous ses avantages et constituait dès lors un domaine dont la transmission à Riquet n'a été autre chose qu'une aliénation du domaine royal; que l'érection du canal en fief était à elle seule un droit royal, qu'on n'avait pas pu valablement transmettre à Riquet. Les dépenses de construction, d'acquisition de terrain, d'indemnités à payer aux seigneurs expropriés, supportées par le Roi, sont encore, suivant la régie, une raison plus forte pour considérer le canal du Midi comme faisant partie du domaine royal et son aliénation comme un engagement. D'ailleurs le canal du Midi est une grande ligne de communication, et à ce titre seul il fait nécessairement partie du domaine royal. Ses propriétaires doivent donc être, suivant les prétentions de la régie, considérés comme engagistes et tenus comme tels aux conditions imposées par la loi de ventose an VII.

Pour repousser ce système, les héritiers Riquet répondaient : que d'abord les grandes voies de communication ne faisaient pas partie du domaine public; qu'aucune loi ne l'avait ainsi décidé; qu'au contraire les législateurs et les auteurs étaient d'accord sur ce point que la première et la seule condition de domanialité était la réunion de fait au domaine de l'Etat; que cette réunion, on ne pouvait l'invoquer, puisque le canal n'existait pas encore lors de l'adjudication faite à Riquet et ne pouvait en conséquence être qu'un domaine royal; que les terres, les eaux employées à sa confection n'étaient pas la propriété du domaine, mais bien des propriétés privées; que, quant au paiement, fait des deniers du Roi ou plutôt de ceux de la province, des dépenses occasionnées par la confection du canal, ce ne pouvait être une raison pour le considérer comme domanial, des deniers ne pouvant être considérés comme domaniaux, et la loi d'inaliénabilité du domaine royal n'ayant jamais été jusqu'à priver le Roi de la libre administration des fonds de l'Etat.

Les héritiers Riquet ajoutaient que l'Etat s'étant approprié par la confiscation le canal du Midi, la confusion opérée alors en sa personne de la qualité de créancier et de propriétaire avait purgé à jamais le vice de domanialité, si jamais le canal du Midi en eût été entaché. Ils invoquaient en outre la chose jugée, résultant suivant eux de nombreux édits et arrêts du conseil, notamment d'un arrêt du 3 septembre 1776, qui les déchargeait du droit de joyeux avènement.

Néanmoins, le Tribunal, sur les conclusions conformes de M. l'alcide, avocat du Roi, et après un jugement de partage, rejetant l'exception de chose jugée, par le motif que les décisions présentées par les héritiers Riquet ne pouvaient faire autorité, les Parlemens étant seuls juges des questions de propriété, au fond, par le motif que toutes les dépenses du canal du Midi ont été payées des deniers du Roi ou de la province, a jugé que le canal du Midi était un domaine engagé, et condamné les héritiers Riquet à se conformer aux prescriptions de l'article 14 de la loi de ventose an VII.

Un placement aussi productif qu'assuré, c'est celui de la GAZETTE DE LA JEUNESSE, dont les actions au capital de 250 francs donnent droit 1° à ? pour 100 garantis; 2° à la réception gratuite de la GAZETTE; 3° à tous les ouvrages illustrés donnés en prime aux abonnés.

Le succès de la GAZETTE DE LA JEUNESSE ne peut être douteux puisque cette feuille s'adresse à une immense quantité de lecteurs des deux sexes. Des calculs aussi exacts que positifs prouvent que la GAZETTE pourra servir à ses actionnaires 10 pour 100 quand elle aura 2,000 abonnés; or, d'après toutes les probabilités, ce chiffre sera atteint, s'il n'est dépassé, d'ici à un an.

Tout actionnaire aura le droit de se faire rembourser si l'administration ne tient pas rigoureusement tous ses engagements.
On souscrit des actions au siège de l'administration, rue Montmartre, 171.

PHARMACIE SPÉCIALE DE L'ÉCHELLE, RUE COQUENARD, 35.
L'attention du public et du monde médical est vivement excitée par les cures étonnantes produites par l'emploi de l'**EAU HYGIÉNIQUE DE MEMPHIS**, puissant anti-phlogistique hémostatique.

POUSSE ET CONSERVATION DES CHEVEUX

LEGRAND, Parfumeur, 319, rue St-Honoré, breveté d'invention pour le **BAUME DE TANNIN** pour faire pousser les cheveux. La composition fort simple de ce spécifique est une garantie de sécurité. On peut l'employer à tous les âges avec un égal succès. 5 fr. le flacon.

NOUVELLE CARTE D'AFRIQUE.

Gravée avec le plus grand soin sur acier, par Bénard, et dressée par A. Vuillemin, ingénieur-géographe; sur papier grand colombier de près d'un mètre; coloriage au pinceau. — Prix: 1 fr. 50 c., au Dépôt des cartes de chaque département, 40, rue Laflitte, à Paris.

Avis divers.

MM. les actionnaires de la Société anonyme du chemin de fer de Paris à Saint-Cloud et Versailles (rive droite) sont prévenus qu'une assemblée générale est extraordinairement

convoquée pour le jeudi 7 octobre prochain, à dix heures du matin, au siège de la société, rue Saint-Lazare, 120. Cette assemblée aura à statuer sur les mesures à prendre pour résoudre le projet de fusion arrêtée avec la compagnie du chemin de fer de Paris à Meudon, Sèvres et Versailles (rive gauche). L'as-

semblée aura également à statuer sur les voies et moyens qui pourraient être la conséquence de cette fusion.

Il ne sera pas distribué de dividende d'intérêts sur les actions le 1^{er} octobre prochain.

A Céder, un bon CABINET D'AFFAIRES contentieuses, établi depuis plus de vingt ans, d'un produit de 6,000 fr. PRIX: 25,000 francs. S'adresser à M. Hue, avocat, rue de Paradis-Poissonnière, 60, tous les jours de 2 à 3 heures. Affranchir.

A partir du 1^{er} septembre 1841, l'Etude et le Cabinet de M^e BEAUVOIS, agréé, sont

transférés de la rue Notre-Dame-des-Victoires, n^o 31, au n^o 26 de la même rue.

A VENDRE

UNE BONNE MAISON.
A Paris, rue Saint-Martin, 49 et 51, d'un produit brut de 13,000 francs. S'adresser à M. François, homme d'affaires, place Royale, 2, le matin, de 8 à 10 heures.

YEUX ARTIFICIELS HUMAINS.

De M. BOISSONNEAU, posés sans opérations, 18, rue Neuve-des-Maturlins. (Affr.)

PUBLICATIONS LÉGALES.

Ventes immobilières.

BIENS RURAUX.

335. Etude de M^e **CARETTE**, avoué à Melun (Seine-et-Marne).

Vente et adjudication sur licitation, en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance, séant à Melun, au Palais-de-Justice, deux heures de relevée, issue de l'audience ordinaire.

En quatre lots.
Le premier lot, composé des BATIMENS de la FERME des JOIES, sis commune de Boisselle-Bertrand, et de quatre-vingt-treize hectares dix-neuf ares quatre-vingt-dix-neuf centiares de terre, prés et bois, sis communes de Boisselle-la-Bertrand, Vert-Saint-Denis et le Mée, dépendant de ladite ferme.
Le deuxième lot, composé des BATIMENS de la FERME du CROS-CRÈNE, sis commune de Vert-Saint-Denis, et de cent sept hectares vingt-six ares soixante-dix-huit centiares de terre et prés, sis communes de Vert-Saint-Denis et Osson, dépendant de ladite ferme.
Le troisième lot, composé de quarante-six hectares quatre-vingts-deux ares vingt-deux centiares de TERRE et BOIS, sis communes du Mée et de Vert-Saint-Denis.
Le quatrième lot, de un hectare vingt-huit ares quatre-vingts centiares de PRE, sis commune de Vert-Saint-Denis.

Le tout canton nord et arrondissement de Melun, département de Seine-et-Marne.
Adjudication le jeudi neuf septembre mil huit cent quarante et un, en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance, séant à Melun, au Palais-de-Justice, à deux heures de relevée, issue de l'audience ordinaire.

Mise à prix.
Le 1^{er} lot est mis à prix à 110,411 fr. 21 c.
Le 2^e lot — 89,384 44
Le 3^e lot — 37,829 26
Le 4^e lot — 2,287 80
S'adresser pour voir les biens sur les lieux.
Et pour connaître les conditions de la vente, à Melun:
1^o A M^e CARETTE, avoué poursuivant;
2^o A M^e Poyez, avoué collicitant.

484. Etude de M^e **GIRAULT**, avoué à Etampes, rue Saint-Jacques, n^o 17.

Adjudication préparatoire sur folle enchère, le mercredi quinze septembre mil huit cent quarante et un, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal civil de première instance, séant à Etampes (Seine-et-Oise).

D'une PROPRIÉTÉ, appelée les Bois de Dhuison, et dépendances, avec pied-à-terre et logement de garde, situés sur les communes de Dhuison et Cerny, canton de la Ferté-Alais, arrondissement d'Etampes.

Ces bois qui contiennent, d'après un procès-verbal d'arpentage et de bornage récemment dressé, 219 hectares 49 ares 67 centiares, sont divisés en neuf coupes réglées.

L'une, chantier des Fougères ou Fugères, et contenant 16 hectares 19 ares 96 centiares, a douze ans.

L'autre, chantier de la Roche-Connue, contenant 25 hectares 2 ares 53 centiares, a onze ans.

La troisième, chantier du Vieux-Moulin, contenant 32 hectares 30 ares 30 centiares, a dix ans.

Les six autres coupes ont quatre, cinq, six, sept et huit ans.

Cinq pièces de bois sont en triches, ne faisant pas partie des coupes réglées.

L'adjudication préparatoire aura lieu sur la mise à prix de quarante et un mille francs, en sus des charges.

Cette propriété a été vendue sur surenchère, le douze mai mil huit cent quarante, moyennant le prix principal de soixante-dix mille huit cent soixante-quinze francs, en sus des charges.

S'adresser, pour les renseignements et avoir communication du cahier des charges:
A Etampes, à M^e GIRAULT, avoué poursuivant, rue St-Jacques, 17;
A Paris, à M^e HULLIER, notaire, rue Tailbout, 23;
Et pour visiter les bois, au sieur Gaudion, à Longueville, commune de Dhuison.

Purges légales.

479. Etude de M^e **LABOISSIÈRE**, avoué, rue du Sentier, 3.

Notification à la requête de M^e Jean-Baptiste COTTIN, cultivateur, demeurant à Clichy; 2^o M. Jean-Baptiste QUEDEVILLE, négociant, demeurant à Paris, rue de Clichy, 20, pour lesquels domicile est élu à Paris, rue du Sentier, 3, en l'étude de M^e Laboissière, avoué près le Tribunal civil de première instance de

la Seine, suivant exploit de Dupuis, h. à Paris, en date du premier septembre mil huit cent quarante et un, enregistré;

D'un acte fait au greffe du Tribunal civil de la Seine, le vingt-six août 1841, enregistré, constatant le dépôt fait audit greffe par M^e Saint-Amand, avoué substituant M^e Laboissière, de la copie collationnée, signée et enregistrée d'un jugement rendu en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le dix-sept juillet mil huit cent quarante et un, enregistré, contenant adjudication au profit de

1^o M. Jean-Baptiste Cottin,
D'une pièce de TERRE labourable, sis commune de Clichy, département de la Seine, lieu dit les Verreries ou derrière la fabrique, n. 382 du cadastre, contenant douze ares quatre-vingts centiares, moyennant le prix principal de trois cent cinquante francs en sus des charges;

D'une autre pièce de TERRE labourable située même commune, lieu dit les Petits-Marais, n. 43 du cadastre, contenant dix-sept ares trente centiares, moyennant le prix principal de huit cent soixante-quinze francs;

D'une autre pièce de TERRE labourable, située commune des Batignolles-Monceaux, lieu dit les Epinettes, n. 159 du Cadastre, contenant quinze ares trente centiares, moyennant le prix principal de cinq cents francs;

2^o De M. Jean-Baptiste Quedeville,
D'une pièce de TERRE labourable, sis commune des Batignolles-Monceaux, lieu dit le Chieudent, n. 313 du cadastre, contenant quarante-trois ares, moyennant le prix principal de sept cent soixante-quinze francs.

Ladite adjudication ayant eu lieu par suite de la licitation pour-suivie entre

1^o M. Jean-Baptiste BESSE, marchand de charbons, demeurant à Paris, rue Cadet, 9, tant en son nom personnel que comme cessionnaire des droits successifs du sieur Théodore Raynal;

2^o M. Guillaume Besse, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, 365,
3^o Mme Rose Besse, épouse de M. Henri-Sulpice Pottevin, demeurant à Clichy;

4^o Mme Marie-Jeanne Besse, épouse du sieur François Portier, et ce dernier pour la validité, demeurant ensemble à Paris, rue Coquenard, 2.

Et 1^o M. Guillaume Raynal, demeurant à Paris, rue des Moulins, 6;
2^o Mme Marie-Anne Raynal, épouse de M. Jean-Vayre, et ce dernier pour la validité, demeurant ensemble à Cansouin (Aveyron);

3^o Mme Marie-Anne Besse, épouse de M. Jean d'Angles, et ce dernier pour la validité, demeurant à Saint-Flour (Cantal);

4^o Mme Jeanne Besse, épouse de M. Anselme Byron, et ce dernier pour la validité, demeurant à Lhermat (Cantal);

5^o Mme Jeannette Chazit, épouse de M. Jean Pierre Carrière, charbonnier, et ce dernier pour la validité, demeurant ensemble à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, 17;

6^o M. Jean-François Chazit, frotteur, demeurant à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, 8;

7^o M. Anselme Chazit, porteur d'eau, demeurant à Paris, place Vendôme;

8^o M. Guillaume Chazit, cultivateur, demeurant à Lagarde (Cantal);

9^o Mlle Marie-Anne Chazit, demeurant à Lagarde;

10^o M. Alexis-Philippe Estabel, ancien notaire, demeurant à Paris, rue Serpente, 12, cessionnaire des droits de Mlle Amélie Raynal;

11^o M. Joseph-Pierre Dumont, horloger, demeurant à Paris, faubourg Montmartre, 17, cessionnaire des droits de M. Hippolyte Raynal;

12^o M. Alphonse Raynal, carreleur, demeurant à St-Mandé;

13^o M. Adolphe Raynal, caporal au 34^e régiment de ligne, en garnison à Strasbourg.

M. Joseph Berry, cultivateur, et ce dernier pour la validité, demeurant à Marvaux (Tarn).

15^o M. Blaise Valette, menuisier, demeurant à Vaour;

16^o Mme Marie-Anne Valette, épouse du sieur Salvy Gairat, et ce dernier pour la validité, demeurant à Ricorlet (Tarn);

17^o M. Antoine Valette, dit Benjamin Valette, demeurant à Figouille (Tarn);

18^o M. Pierre Valette, ancien genarme, demeurant à Lacazes-de-Senevas, près Castres;

19^o Mme Marie-Anne Besse, épouse d'Antoine maudrac, propriétaire, et ce dernier pour la validité, demeurant commune de Cordes, arrondissement de Gaillac.

Tous les susnommés, vendeurs.
Avec déclaration à M. le procureur du Roi et aux susnommés que la présente notification leur est faite pour qu'ils aient à prendre dans le délai de deux mois toutes inscriptions pour cause d'hypothèque légale sur les pièces de terre adjugées aux sieurs Cottin et Quedeville susnommés, faute de quoi lesdits immeubles leur passeront francs et quittes de toutes charges de cette nature.

Avec déclaration à M. le procureur du Roi que les anciens propriétaires dénommés audit jugement d'adjudication sont, outre les vendeurs susnommés: Jean Besse; Louise-Marie-Madeleine Defontaine, veuve Claude Dupin; François-René Vallet-Villeneuve et Mme Apolline-Charlotte-Adélaïde de Guibert, son épouse; Louis-Auguste-Claude Vallet-Villeneuve et Louise-Antoinette-Pauline-Laure de Ségur, son épouse; Augustin Roard; Pierre-John Barré; Antoinette-Madeleine Deleris, femme de M. Guy-Henri-Joseph-Thérèse Deleris; Geneviève Lepy, veuve Claude Barré; Claude-Nicolas Lemaître ou Lemaître; Marie-Marguerite-Pierrette Lemaître ou Lemaître.

Avec déclaration à M. le procureur du Roi que ne connaissant pas tous ceux du chef desquels il pourrait être requis des inscriptions pour cause d'hypothèques légales, ils feront publier la présente notification dans les formes prescrites par la loi. P. LABOISSIÈRE.

Séparations de corps et de biens.
483 Etude de M^e MAUCOURT, avoué à la Cour royale de Paris, rue Mazarine, 32.

D'un arrêt de la seconde chambre de la Cour royale de Paris, du trente août mil huit cent quarante et un, rendu contradictoirement entre le sieur Nicolas-Louis SANDRIN, ancien tapissier, demeurant à Paris, rue de Montmorency, 40, appellant d'un jugement du Tribunal civil de la Seine du treize juin mil huit cent quarante et un, d'une part;

et dame Jeanne-Sophie LEFEBVRE, épouse dudit sieur Sandrin, demeurant de droit avec son mari, et de fait à Passy, Grande Rue, 7, près Paris, intimée, d'autre part; il appert que la Cour a confirmé le jugement du treize juin mil huit cent quarante et un qui prononce la séparation de biens entre lesdits sieur et dame Sandrin.

Pour extrait, MAUCOURT.

Interdictions et Conseils judiciaires.
487. Etude de M^e LEMESLE, avoué, rue de Seine-Saint-Germain, n. 48.

D'un jugement rendu par défaut par la 1^{re} chambre du Tribunal civil de première instance de la Seine séant au Palais-de-Justice, à Paris, le 31 août 1841, sur le rapport de M. Duret d'Archiac, juge commis à cet effet, et sur les conclusions de M. le procureur du Roi, dûment enregistré et signifié,

Il appert que le sieur Jean-Antoine BORGNI-DESBORDS, fabricant de poêles, demeurant à Paris, rue de Bondy, 78, et actuellement à la maison royale de Charenton, a été interdit de la gestion et administration de ses personnes, biens et affaires; en conséquence qu'il lui lui a été fait défense d'engager, vendre, aliéner, ni hypothéquer aucun de ses biens meubles et immeubles, de passer et signer aucuns actes, et à tous officiers publics de le recevoir à peine de nullité.

Et que la dame Cécile-Adélaïde TE-NAILLON, épouse dudit sieur Bognis-Desbordes, demeurant à Paris, rue de Bondy, 78, a été nommée administratrice provisoire dudit interdit, en attendant qu'il puisse lui être nommé un tuteur et un subrogé tuteur;

Pour extrait certifié sincère et véritable du jugement sus nommé, par moi, avoué au Tribunal de première instance de la Seine et de la dame Cécile-Adélaïde Tenaillon, ayant poursuivi l'interdiction dudit sieur Bognis-Desbordes, son mari.

Paris, le 6 septembre 1841.
R. LEMESLE.

Il appert que le sieur Jean-Antoine BORGNI-DESBORDS, fabricant de poêles, demeurant à Paris, rue de Bondy, 78, et actuellement à la maison royale de Charenton, a été interdit de la gestion et administration de ses personnes, biens et affaires; en conséquence qu'il lui lui a été fait défense d'engager, vendre, aliéner, ni hypothéquer aucun de ses biens meubles et immeubles, de passer et signer aucuns actes, et à tous officiers publics de le recevoir à peine de nullité.

Et que la dame Cécile-Adélaïde TE-NAILLON, épouse dudit sieur Bognis-Desbordes, demeurant à Paris, rue de Bondy, 78, a été nommée administratrice provisoire dudit interdit, en attendant qu'il puisse lui être nommé un tuteur et un subrogé tuteur;

Pour extrait certifié sincère et véritable du jugement sus nommé, par moi, avoué au Tribunal de première instance de la Seine et de la dame Cécile-Adélaïde Tenaillon, ayant poursuivi l'interdiction dudit sieur Bognis-Desbordes, son mari.

Paris, le 6 septembre 1841.
R. LEMESLE.

Sociétés commerciales.
(87) Suivant délibération du vingt-cinq août mil huit cent quarante et un, prise par l'assemblée générale des actionnaires de la Société des grans de Normandie, constituée par acte passé devant M^e Barbier-Sie-Marie, notaire à Paris, le vingt-six mai mil huit cent trente-huit, il a été apporté à ladite société la modification suivante: Le premier paragraphe de l'art. 28 et l'art. 13 des modifications ont été et sont demeurés supprimés et remplacés ainsi qu'il suit: Il se tient généralement par année deux assemblées générales, l'une à Paris, dans le courant de mars, l'autre à Caen, du vingt-six juillet au dix août. Ces deux assemblées ont des pouvoirs égaux pour prendre toute délibération.

Extrait par M^e Mouchet, notaire à Paris, soussigné, d'un extrait de ladite délibération, portant cette mention: Enregistré à Paris le six septembre mil huit cent quarante et un, folio 24, verso, case 8, reçu 5 fr. 50 c., signé Texier, et déposé pour minute audit M^e Mouchet par acte du quatre septembre mil huit cent quarante et un, enregistré, contenant pouvoir au porteur d'un extrait pour faire la publication légale.

MOUCHET.

(91) Etude de M^e BEAUVOIS, agréé, rue Notre-Dame-des-Victoires, 26.

D'une délibération, en date du 23 août 1841, prise par l'assemblée générale des actionnaires nominatifs de l'Abbeille, compagnie d'assurances contre l'incendie et les risques maritimes, société en commandite sous la raison BLANCHET, LEGRAND et C^e;

Il appert que ladite société est et demeure dissoute, à partir du 1^{er} septembre présent mois; et que MM. BLANCHET et LEGRAND, anciens gérans, sont nommés liquidateurs de ladite société dissoute, avec tous pouvoirs nécessaires pour opérer sa liquidation.

Pour extrait, BEAUVOIS.

Tribunal de commerce.
CONVOICATIONS DE CRÉANCIERS
Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des faillites, MM. les créanciers:

NOMINATIONS DE SYNDICS.
Du sieur PRESNE jeune, fabricant de portefeuilles, rue du Cimetière-St-Nicolas, 12, le 11 courant, à 1 heure précise (N^o 2591 du gr.);
Du sieur CARPENTIER, peintre, à Belleville, le 11 courant, à 1 heure précise (N^o 2611 du gr.);
Du sieur GORSE, commissionnaire en vin, rue du Dragon, 21, le 11 courant, à 1 heure précise (N^o 2620 du gr.);
Du sieur FREGOUT jeune, marchand de peaux, rue du Poirier, 9, le 11 courant, à 1 heure précise (N^o 2623 du gr.);
Du sieur ROELS, tailleur, rue Montmartre, 97, le 11 courant, à 1 heure précise (N^o 2628 du gr.);

Pour assister à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics.

NOTA. Les tiers-porteurs d'effets ou endossements de ces faillites n'étant pas connus, sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.

VERIFICATIONS ET AFFIRMATIONS.

De la dame veuve CAMUS, mde de vins, rue de Ponthieu, 15, le 11 courant, à 12 heures (N^o 2474 du gr.);

De la dame veuve GAILLARD, ancien mde de nouveautés, faub. Montmartre, 33, le 11 courant, à 2 heures (N^o 2491 du gr.);

De la dame THEBADEY, tapissier, rue du Petit-Carreau, 40, le 11 courant, à 2 heures (N^o 2535 du gr.);

Pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, aux vérifications et affirmations de leurs créances.

NOTA. Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour les vérifications et affirmations de leurs créances, remettent préalablement leurs titres à MM. les syndics.

CONCORDATS.
Du sieur DIDELET frères, bouchers, rue St-Jacques-la-Boucherie, 36, le 11 septembre, à 1 heure précise (N^o 2513 du gr.);

Pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite et être procédé à un concordat ou à un contrat d'union, et, au dernier cas, être immédiatement consultés, tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

NOTA. Il ne sera admis à ces assemblées que des créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision.

REMISES A HUITAINE.
Du sieur BESSON, fab. de chaussures, faubourg du Temple, 40 bis, le 11 courant à 12 heures (N^o 2440 du gr.);

Pour reprendre la délibération ouverte sur le concordat proposé par la faillite, l'admette s'il y a lieu, entendre déclarer l'union, et, dans ce cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

PRODUCTION DE TITRES.
Sont invités à produire dans le délai de 20 jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indicatif des sommes à réclamer, MM. les créanciers:

Du sieur FRAUMONT jeune, horloger, passage Choiseul, 51, entre les mains de MM. Baugou, rue Cadet, 14, et Eynen, rue Richelieu, 26, syndics de la faillite (N^o 2592 du gr.);

Pour, en conformité de l'article 493 de la loi du 28 mai 1838, être procédé à la vérification des créances, qui commencera immédiatement après l'expiration de ce délai.

REDDITIONS DE COMPTES.
Messieurs les créanciers du sieur SAUVETON, peintre en voitures, faubourg Saint-Denis, 109, sont invités à se rendre, le 11 septembre, à 12 heures précises, au palais du Tribunal de commerce, pour entendre, clore et arrêter le compte des syndics définitifs, leur donner quitus et toucher la dernière répartition (N^o 9524 du gr.).

DELIBERATIONS.
MM. les créanciers du sieur FOURCHET, fab. de ciré à cacheter, rue Cloche-Perche, 15, sont invités à se rendre le 11 septembre à 12 heures, au palais du Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour entendre le rapport des syndics sur la situation de la faillite, et le failli en ses explications, et, conformément à l'article 510 de la loi du 28 mai 1838, décider s'ils se réserveront de délibérer sur un concordat en cas d'acquiescement et si en conséquence ils surseoiront à statuer jusqu'après l'issue des poursuites en banqueroute frauduleuse commencées contre le failli.

Ce sursis ne pouvant être prononcé qu'à la double majorité déterminée par l'article 507 de la même loi, M. le juge-commissaire les invite à ne pas manquer à cette assemblée à laquelle il sera procédé à la formation de l'union si les sursis n'est pas accordé (N^o 2326 du gr.).

ERRATUM.
Reddition de comptes. — Feuille du 3 septembre. — N^o 1288. — Lisez: MM. les créanciers du sieur ZILGES sont invités à se rendre le 10 septembre à 2 heures, et non le 9 de ce mois.

ASSEMBLÉES DU MARDI 7 SEPTEMBRE.
DIX HEURES: Duroché et Ruten, commissionnaires de bois d'ébenisterie, clôt.

BRETON.

BOURSE DU 6 SEPTEMBRE.

	1 ^{er} c.	pl.	ht.	pl.	bas	der. c.
5 0/0 compt.	116 85	116 90	116 85	116 85	116 85	116 85
— Fin courant	116 95	117 10	116 95	117 10	116 95	117 10
3 0/0 compt.	77 45	77 45	77 40	77 40	77 45	77 45
— Fin courant	77 40	77 60	77 40	77 40	77 45	77 45
Naples compt.	104 70	104 70	104 70	104 70	104 70	104 70
— Fin courant	—	—	—	—	—	—

Banque de France... 103
Obl. de la V. 1285... d. active 22 75
Cais. Lafitte... — diff. —
Dito... 5050... — pass. — 5 1/2
4 Canaux... — — 13 0/0... —
Caisse hypot. 750... — 5 0/0... —
St-Germ... — — Banque... 767 50
Vers. dr. 325... — Piémont... 1150
— gauche. 207 50 Portug. 3 0/0 —
Rouen... 452 50 Hali... 617 50
Orléans... 478 75 Autriche (L) 355 —

TABLEAU des adjudications définitives de l'audience des criées du mercredi 8 septembre 1841 (une heure).

NATURE ET SITUATION DES IMMEUBLES.	MISES A PRIX.	NOMS ET DEMEURES DES AVOUES chargés de la vente.
1 Maison rue de Cléry, 73.	110000	Boudin, r. Cr.-Pet.-Champs, 25.
2 Maison rue des Anglais, 12.	25000	Delacourie aîné, r. Jéhuers, 3.
3 Maison rue St-Nicolas-d'Antin, 18.	25000	Maës, rue Grammont, 12.
4 Maison à Belleville, rue du Solitaire, 5.	18000	Renoult, r. Grange-Batelière, 2.
5 Maison rue du Faub. St-Antoine, 33, 1 ^{er} lot.	24000	
5 Pièce de terre à St-Julien-du-Sault, 2 ^e lot.	375	Collet, rue St-M